



Assemblée générale

Distr. générale
16 janvier 2013
Français
Original : arabe

Soixante-septième session

Point 75 a) de l'ordre du jour

Les océans et le droit de la mer : les océans et le droit de la mer

Lettre datée du 8 janvier 2013, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Koweït et de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies

Les Missions permanentes de l'État du Koweït et du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies présentent leurs compliments au Secrétaire général de l'Organisation et ont l'honneur de lui faire part des agressions et empiètements répétés qu'ont commis des navires militaires iraniens dans les eaux de la zone submergée adjacentes à la zone divisée entre l'État du Koweït et le Royaume d'Arabie saoudite (Zone submergée divisée) sur laquelle ces deux derniers pays sont les seuls à détenir des droits souverains exclusifs. La dernière de ces violations s'est produite le 8 du mois de Dhou al Hijja de l'an 1433 de l'Hégire correspondant au 24 octobre 2012, à 17 h 10, lorsque trois navires iraniens armés se sont approchés de la plateforme de forage (AD-30) située dans le champ pétrolifère de « Al-Dourrah » pour ensuite s'arrêter près d'un remorqueur/navire ravitailleur (Shark-30). Ce type d'acte peut conduire à des affrontements susceptibles de menacer la paix et la sécurité dans la région.

Chacun sait que l'État du Koweït et le Royaume d'Arabie saoudite détiennent des droits souverains exclusifs sur le forage et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures dans le champ de « Al-Dourrah » et dans la « Zone submergée divisée ».

Les Gouvernements de l'État du Koweït et de l'Arabie saoudite, qui ont à plusieurs reprises protesté vigoureusement contre ces agressions et empiètements et exprimé leur profond mécontentement face à ces violations répétées, exigent du Gouvernement de la République islamique d'Iran qu'il mette fin à ce type d'agissements, afin de préserver leurs intérêts, d'assurer le respect de leurs droits dans la zone susmentionnée et de promouvoir la stabilité et la sécurité dans la région.

Les Gouvernements de l'État du Koweït et du Royaume d'Arabie saoudite ont demandé au Gouvernement de la République islamique d'Iran d'engager des négociations entre, d'un côté, la République islamique d'Iran et, de l'autre, leurs



deux pays, aux fins de la délimitation des frontières maritimes séparant les eaux de la « Zone submergée divisée » des eaux territoriales de la République islamique d'Iran, conformément aux règles du droit international. Or, ils n'ont jusqu'ici reçu aucune réponse du Gouvernement de la République islamique d'Iran, malgré leurs appels répétés en faveur de la tenue de négociations.

Les Missions permanentes de l'État du Koweït et du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies prient toutes deux le Secrétaire général de l'Organisation de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note de protestation à tous les États Membres de l'Organisation, au titre du point 75 de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Koweït
(*Signé*) Mansour **Al Otaibi**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
du Royaume d'Arabie saoudite
(*Signé*) Abdallah Yahya A. **Al-Mouallimi**
